

Pouvoir adjudicateur :  
Caisse Primaire d'Assurance Maladie  
37 boulevard Montmorency  
53084 Laval cedex 9

Représenté par Monsieur Caroline BONNET, Directrice

## MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

| <i>Objet de la consultation</i>                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>FOURNITURE ET INSTALLATION DU MOBILIER DES 3<sup>ème</sup> ET 4<sup>ème</sup> ÉTAGES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA MAYENNE</b> |

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)  
Marché n°2025-05**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 – Objet du marché**

Le présent marché de fournitures a pour objet l'acquisition, la livraison et le montage du mobilier pour les niveaux 3 et 4 de la CPAM de la Mayenne.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses technique particulières (CCTP).

Cet achat comprend, outre l'achat du mobilier, sa livraison sur site, son montage et l'enlèvement des déchets afférents à cette livraison (cartons, plastiques, etc...).

Le lieu de livraison : 37 boulevard Montmorency à Laval (53)

### **1.2 – Garantie du mobilier**

Outre la garantie légale pour défauts ou vices cachés, le titulaire assure, sans supplément de prix, une garantie contractuelle.

La durée de cette garantie contractuelle, fixée par le titulaire dans son offre, ne pourra être inférieure aux délais de garantie minimum de 5 ans.

Cette garantie a pour point de départ l'admission des matériels.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à procéder à la remise en fonction à l'identique des matériels défectueux, usés ou cassés à la suite d'une usure anormale. Cette remise à l'identique s'effectuera soit par une réparation soit par un remplacement du matériel.

Les réparations pourront être effectuées :

- Soit directement sur les sites d'utilisation du mobilier dans les locaux de l'organisme
- Soit dans les locaux du titulaire

Cette garantie couvre tous les frais entraînés par cette réparation ou ce remplacement, notamment :

- Les frais de remplacements de pièces,
- Les frais de main d'œuvre,
- Les frais de déplacements et de séjour de personnels,
- Les frais de conditionnement, d'emballage et de transport du mobilier ou des pièces.

Le délai d'intervention du titulaire sur le site n'excédera pas 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande d'intervention adressée par téléphone ou email. Lors de son intervention, le titulaire procédera à la constatation des défauts, aux réparations simples et le cas échéant au retrait des mobiliers défectueux.

Dans ce cas, il prévoit un matériel de substitution de qualité identique ou supérieure sans coût supplémentaire pour la CPAM.

Le délai maximum dont dispose le titulaire pour procéder à la réparation ou au remplacement du matériel défectueux est de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande d'intervention.

## **ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION DU MARCHÉ**

La présente consultation est passée en procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux articles L2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2131-12 à R.2131-14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le marché est alloté en 4 lots.

## ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (Bordereau de Prix Unitaires)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS)
- Le cadre de réponse
- Les fiches techniques du mobilier
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le livret de sécurité.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

## ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LIVRAISON

La livraison comprend :

- le montage complet des mobiliers.
- l'enlèvement des déchets cartons, plastiques ou autres déchets nécessaires à l'emballage et à la protection du mobilier.

**ATTENTION** : il est formellement interdit au titulaire retenu de laisser ces déchets sur site ou de les déposer dans les bacs. A défaut, le titulaire du présent marché encourt une pénalité de 50 € par déchet laissé sur place (dans les bureaux ou dans les poubelles de la CPAM).

**IMPORTANT** : La bonne exécution du présent marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire retenu. Par conséquent, ce dernier s'engage à mettre en place une équipe de personne d'expériences. Il s'engage ainsi à apporter les moyens et à faire preuve de la compétence, du soin et de diligence appropriés dans la bonne exécution des prestations du présent marché.

**CONSIGNES** : avant toute livraison, et au plus tard 5 jours ouvrés avant la date de livraison programmée, le titulaire doit prendre un rendez-vous avec la personne référente du marché.

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison en deux exemplaires dont l'un est laissé à la personne référente de la CPAM.

### 4.1 – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS (Cahier des clauses administratives générales – Fournitures courantes et services).

Ainsi, les emballages (plastiques, cartons, polystyrène, etc...) relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

De même, le transport des mobiliers s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison à Laval.

**ATTENTION** : il est porté à la connaissance du titulaire retenu que le transporteur choisi est entièrement sous sa responsabilité. Par conséquent, si le délai de livraison n'est pas respecté, le titulaire en portera l'entière responsabilité, même si le transporteur a en charge de prévenir l'organisme.

#### **4.2 – Echange**

Si pendant la livraison, la CPAM de la Mayenne constate un défaut sur les fournitures, il sera demandé au titulaire de procéder à un échange dans les meilleurs délais sans aucun surcoût.

Par défaut, il convient d'entendre une dégradation ou une non-conformité par rapport aux besoins initiaux exprimés par la CPAM de la Mayenne.

#### **4.3 – Livraison partielle**

En cas de livraison partielle, le titulaire retenu inscrit sur le bon de livraison le délai d'obtention des fournitures manquantes.

### **ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION**

#### **5.1 – Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

##### **1) Vérification quantitative**

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans un délai de 10 jours.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

##### **2) Vérification qualitative**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées dans un délai de 10 jours par le titulaire sur demande verbale ou écrite, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

#### **5.2 – Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 6 – PRIX**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses

nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutefois, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire du présent marché s'engage sur les prix en euro inscrits dans l'acte d'engagement et le détail quantitatif estimatif.

REMARQUE : dès la consultation du dossier et avant remise de l'acte d'engagement, le titulaire prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans la réalisation des prestations souhaitées dans le présent marché. Par conséquent, en aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions

## **ARTICLE 7 –MODALITES DE PAIEMENT**

### **7.1 – Modalités de facturation**

Les prix du présent marché sont fermes et sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement ne pourra s'effectuer qu'après réception du mobilier et établissement d'un PV de livraison signé conjointement par les deux parties.

Les factures seront transmises par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le code SIRET à utiliser est le 786 257 378 00020. Aucun code service ou du numéro d'engagement juridique n'est requis.

Les factures sont exprimées en euros et rédigées en français.

Le moyen de paiement retenu est le virement.

Le candidat s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

### **7.2 Délai de paiement et intérêts moratoires**

Le paiement sera effectué par virement au compte mentionné dans l'acte d'engagement du titulaire.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture par l'organisme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux directeur semestriel de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

## **ARTICLE 8 – LANGUE**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

## **ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE ET ASSURANCES**

### **9.1 - Responsabilité sur les installations**

Lors de son intervention dans l'organisme le titulaire est responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses prestations,
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'organisme par suite ou en cours d'exécution de ses prestations,
- Du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'organisme.

### **9.2 - Responsabilité à l'égard de son personnel**

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses sous-traitants.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, celui de l'organisme et les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

### **9.3 - Assurances**

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes dont il pourrait être tenu responsable en vertu des présentes.

Cette assurance couvrira les risques occasionnés directement ou indirectement, volontairement ou non, par les personnels amenés à réaliser les prestations objet du présent marché, qu'ils soient membres ou non de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'organisme puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à communiquer une copie de la police d'assurance à l'organisme dans un délai de quinze jours à compter de la notification.

### **9.4 - Hygiène et sécurité**

Le Titulaire s'engage à se conformer au règlement intérieur de la CPAM de la Mayenne ainsi qu'aux consignes de sécurité en vigueur dans l'entreprise. Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité seront appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Le Titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des propositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date de l'exécution des prestations.

Conformément à la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) de la CPAM de la Mayenne, tout intervenant devra être parfaitement identifiable par une tenue de la société à laquelle il appartient et porter quotidiennement un badge transmis par la CPAM qui sera délivré par l'Administration générale.

## **ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE**

Les prestations de fourniture, objet du présent marché, ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Toutefois, le titulaire peut sous-traiter les prestations de service prévues au marché (livraison, montage du mobilier), sous réserve d'avoir obtenu de la CPAM de la Mayenne l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 32 du Cahier des Clauses Administratives Générales-Fournitures Courantes et Services.

Il est rappelé qu'en cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Si la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le titulaire doit renseigner le document en vigueur pour la déclaration d'un sous-traitant.

Si la demande de sous-traitance intervient après la remise des offres, le titulaire retenu devra impérativement faire la demande d'agrément à la CPAM de la Mayenne dans les plus brefs délais. Il ne pourra en aucun cas arguer d'un retard dans la livraison des mobiliers justifié par des formalités afférentes à la déclaration de son sous-traitant.

## ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Il sera indiqué à l'annexe à l'Acte d'Engagement les dates limites de livraison des mobiliers faisant l'objet du marché.

Le titulaire du présent marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles. A défaut, il encourt les pénalités suivantes :

- 5% du montant TTC du bon de commande par jour calendaire de retard en cas de non-respect du délai de livraison.

- 50,00 € TTC par cartons, plastiques ou autres déchets nécessaires à l'emballage et à la protection du mobilier non récupérés le jour de la livraison ou laissés sur place (dans les bureaux ou dans les bacs de 750 litres de la CPAM).

- 50,00 € TTC par jour calendaire par article manquant ou non conforme *si le titulaire ne respecte pas le délai de 10 jours*

- 50,00 € TTC par jour calendaire par article en SAV, si le titulaire ne respecte pas le délai d'intervention de 5 jours.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après. Les modalités de calcul de ces pénalités courent à compter de l'envoi du courriel précisant la date et l'heure d'envoi.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire du marché et sont cumulables.

Elles sont notifiées par tout moyen écrit (télécopie, courrier, courriel), mais principalement par échanges dématérialisés à l'adresse courriel communiquée par le titulaire dans son offre.

Les pénalités seront retenues sur la facture à régler.

## ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Les cas de résiliation sont :

- ceux prévus au CCAG-FCS,
- aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité en cas de non-respect des interdictions prévues aux articles L-2414-1 à L-2414-5 du code de la commande publique,
- aux torts exclusifs du titulaire, sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité, après qu'une mise en demeure soit restée sans suite et que le titulaire, informé de la possible sanction, ait été mis à même de présenter ses observations, en cas de violation du secret professionnel ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements suivants :
- . Copie du ou des jugements prononcés, en cas de redressement judiciaire.
- . Documents demandés par l'organisme au stade de la candidature justifiant de la capacité juridique, technique et financière du candidat.



Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du Code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## **ARTICLE 14 – RÉGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations

## **ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FCS**

| Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé | Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| 14                                          | 10                                                                 |

Pouvoir adjudicateur :  
Caisse Primaire d'Assurance Maladie  
37 boulevard Montmorency  
53084 Laval cedex 9

Représenté par Monsieur Caroline BONNET, Directrice

## MARCHÉ A PUBLICITÉ ADAPTÉE

| <i>Objet de la consultation</i>                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>FOURNITURE ET INSTALLATION DU MOBILIER DES 3<sup>ème</sup> ET 4<sup>ème</sup> ÉTAGES DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA MAYENNE</b> |

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)  
Marché n°2025-05**

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché de fournitures a pour objet l'acquisition, la livraison et le montage du mobilier des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> étages de la CPAM de la Mayenne.

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations intègrent la fourniture, la livraison et le montage des mobiliers.

### **2-1 – Lieu d'exécution**

Le lieu d'exécution de la prestation est :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Mayenne  
37 boulevard Montmorency  
53000 Laval**

### **2-2 – Emballage**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. En application de l'article 19.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du titulaire.

Il devra débarrasser le site de tout en emballage, résidu et produit résultant de son intervention.

### **2-3 – Transport**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement, le montage et l'installation sont effectués sous sa responsabilité.

### **2-4 – Mise en service**

Le candidat devra exposer les conditions de livraisons des mobiliers et des sièges.

### **2-5 – Horaires d'intervention**

Le candidat devra proposer un planning d'intervention.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire de modifier l'heure, ainsi que la ou les dates en fonction des éventuelles réserves énoncées par le service de l'administration générale.

### **2-6 – Documentation technique**

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

### **2-7 – Garantie et service après-vente**

Le candidat précisera la durée et les conditions de la garantie du matériel. Il indiquera également quelles sont les modalités de service après-vente : réparation, remplacement, suivi de la gamme.

## **ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES GENERALES DES MOBILIERS**

### **3-1 – Valeur technique minimale**

Tous les matériels seront de première qualité, tant dans leur composant que dans les différentes pièces d'assemblages, le remplissage, les revêtements, les peintures et les accessoires.

### **3-2 – Normes applicables**

Les prestations du titulaire doivent être obligatoirement conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente opération sous peine de rejet de l'offre.

Le fait d'énumérer ci-dessus, ces normes et règlements, ne peut être pris pour arguments d'exhaustivité ou d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

### **3-3 – Pérennité de la gamme**

Il est demandé aux candidats de proposer des sièges dont la gamme n'arrive pas en fin de vie afin d'assurer une continuité au moins 2 ans après la fin du marché, le cas échéant. Elle doit concerner aussi bien les formes, les matériaux que les coloris.

### **3-4 – Couleurs**

Le candidat devra proposer un panel de couleurs pour le mobilier.

Le choix définitif de la couleur retenue sera effectué lors de la notification du marché.

## **ARTICLE 4 – OPERATIONS DE VÉRIFICATION**

Conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS, l'organisme dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la livraison pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitatives et notifier au titulaire sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet (cf. article 5 au CCAP).

En l'absence de décision expresse de l'organisme dans ce délai, l'admission du mobilier est acquise 10 jours après sa livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, la CPAM peut mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans un délai maximum de 10 jours ouvrés.

En cas de non-conformité entre la quantité et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature de deux parties ou de leurs représentants.

Si les fournitures ne sont pas conformes à la qualité prescrite dans le marché, elles sont refusées et doivent être remplacées par le titulaire dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Toutefois, la CPAM pourra éventuellement accepter les fournitures avec réfaction du prix.

Dans le cas où le titulaire s'avérerait incapable de livrer les fournitures manquantes ou de remplacer les fournitures non conformes dans les délais indiqués ci-dessus, l'organisme se réserve la possibilité d'annuler la commande et de commander les fournitures manquantes auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES MOBILIERS**

Les mobiliers sont décrits dans les annexes à l'acte d'engagement (BPU).

Les mobiliers proposés devront être identiques ou équivalents aux références du BPU, à l'exception du lot Casiers dont la référence demandée est à respecter. La CPAM souhaite harmoniser les casiers de rangement dans les services à l'identique des casiers existants au niveau 1.